

# Abdoulaye Diop à la 78ème session ordinaire de l'AG de l'ONU: Abdoulaye Diop reconnaissant des efforts de la MINUSMA

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 26 SEPTEMBRE 2023

# 1431

www.malikile.com

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## Élection de fin de Transition

# Un report sans surprise!



**Alimentation scolaire :**  
267 écoles bénéficient de vivres !



**ONEF :** La 14e Session ordinaire  
du Conseil d'Administration



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**25** Sept.  
2023

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**11**

Nouveaux cas confirmés

**0**

Nouveaux guéris

**0**

Nouveaux décès

**0**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**698873** Vaccinations incomplètes

**3742757** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33150**

**Guéris**

**32331**

**Décès**

**743**

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.20



P.26



## / Une /

Élection de fin de Transition :  
Un report sans surprise !

P.4

## / Breves /

Don de sang : Les clubs Rotaract et Interact Mali sauvent des vies  
Loi de finances 2024 du Mali : La barre des 3. 000 milliards FCFA franchie !  
Habib Sylla, président du haut conseil des maliens de l'extérieur :  
Un grand soutien des autorités de la transition  
EDM-SA : Abdoulaye Djibril Diallo, nouveau directeur général  
Festivités du 22 septembre 2023 : Gao commémore la fête de l'indépendance  
Inondations en Libye : Le procureur ordonne la détention de huit responsables

P.11

P.11

P.12

P.12

P.13

P.14

## / Actualité /

Alimentation scolaire :  
267 écoles bénéficient de vivres !  
ONEF : La 14e Session ordinaire du Conseil d'Administration

P.16

P.17

## / Politique /

Abdoulaye Diop à la 78ème session ordinaire de l'AG de l'ONU : Abdoulaye Diop reconnaissant des efforts de la MINUSMA  
Lutte contre la corruption : L'AMDH soutient les autorités judiciaires

P.20

P.21

## / Culture & Société /

Amadou Sanogo, artiste-peintre :  
"acheter une œuvre d'art, c'est un investissement"

P.23

## / International /

Burkina Faso : Les autorités demandent à l'ONU de lever le blocage sur l'importation de vecteurs aériens  
Détournement de fonds :  
Marine Le Pen en mauvaise posture pour la présidentielle de 2027

P.26

P.27

## / Sport /

Les héros de Yaoundé 72 :  
Hier adulés, aujourd'hui ignorés !

P.29

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:** .....
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssef Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO





## Élection de fin de Transition

### Un report sans surprise !

Les autorités de la transition au pouvoir reportent l'élection présidentielle censée avoir lieu en février 2024. Les dates initialement retenues du 4 et du 18 février 2024 pour les deux tours « connaîtront un léger report pour des raisons techniques », a dit le colonel Abdoulaye Maïga, ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du Gouvernement lors d'une conférence de presse organisée par son ministère hier lundi 25 septembre 2023. Ce report n'est pas une surprise dès lors qu'aucun signal ne dénotait de sa préparation. Le silence du président de la Transition dans son adresse à la nation à l'occasion de la fête anniversaire de l'indépendance apparaissait comme une confirmation du report.

Les autorités de la transition ont annoncé, lundi 25 septembre, le report de l'élection présidentielle prévue en février 2024 et censée marquer le retour des civils à la tête du Mali en proie au djihadisme et à une crise multidimensionnelle profonde. Il s'agit d'un nouvel ajournement de la part des colonels par rapport aux engagements pris auprès de la Com-

munauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en vue d'un transfert du pouvoir.

Les dates initialement retenues du 4 et du 18 février 2024 pour les deux tours « connaîtront un léger report pour des raisons techniques », a dit le porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga, dans une déclaration lue

devant des journalistes à Bamako.

Les autorités citent parmi ces « **raisons techniques** » des facteurs liés à l'adoption en 2023 d'une nouvelle Constitution et à la révision des listes électorales, mais aussi un litige avec une société française dénommée Idemia, impliquée selon elles dans le processus au niveau du recensement.



« **Les nouvelles dates de l'élection présidentielle feront l'objet [d'un] communiqué ultérieurement** », a précisé le gouvernement. Les autorités renoncent par ailleurs à organiser avant la présidentielle les législatives, initialement prévues à la fin de 2023 tout comme les municipales, régionales et sénatoriales.

### « Sortir de la transition »

Le gouvernement « **décide d'organiser, « exclusivement », l'élection présidentielle pour sortir de la transition. Les autres élections feront certainement l'objet d'un autre chronogramme [calendrier] qui sera établi par les nouvelles autorités, sous les directives du nouveau président de la République** », détaille le communiqué.

Le pays a connu deux coups d'Etat successifs en août 2020 et mai 2021, les militaires s'étaient d'abord engagés à céder la place à des civils élus après des élections présidentielles et législatives initialement programmées en février 2022.

Mais les autorités de la transition avaient finalement fait savoir à la fin de 2021 être dans l'incapacité de res-

pecter le calendrier convenu avec la CEDEAO. Elle avait même envisagé de se maintenir plusieurs années supplémentaires, le temps selon elle de mener les profondes réformes nécessaires.

### Succession de coups d'Etat militaires en Afrique de l'Ouest

La CEDEAO avait alors infligé, au début de 2022, de lourdes sanctions commerciales et financières qui avaient durement éprouvé le Mali, pays pauvre et enclavé. Elle les avait levées le mois de juillet suivant quand les colonels avaient consenti à partir en mars 2024, et avaient annoncé un calendrier électoral fixant la présidentielle à février 2024.

La junte avait aussi fixé à mars 2023 un référendum constitutionnel qui a finalement eu lieu en juin. Les détracteurs de la nouvelle Constitution la décrivent comme taillée sur mesure pour un maintien des colonels au pouvoir au-delà de la présidentielle.

La présidentielle malienne est différée alors que le pays reste en butte à la violence au centre et à l'est, et fait face dans le nord à une reprise des hos-

tilités par les groupes séparatistes et une intensification des activités djihadistes. Les régions de Tombouctou et Gao ont été depuis août le théâtre d'une succession d'attaques contre les positions de l'armée malienne et contre les civils.

La junte a poussé vers la sortie la force antijihadiste française en 2022 et la mission de l'ONU en 2023. Elle s'est tournée politiquement et militairement vers la Russie. Le communiqué du gouvernement ne fait pas référence aux récents développements sécuritaires. Le chef de la junte entend « **effectuer un retour à un ordre constitutionnel apaisé et sécurisé, après avoir mené des réformes politiques institutionnelles prioritaires** ».

Le report annoncé appelle de nombreuses interrogations dont les moindres ne sont pas la date effective et sûre « **pour sortir de la Transition** » et l'accueil que fera la communauté internationale de cette annonce au regard des engagements pris devant elle qui ont conduit à la levée de l'embargo qui avait été imposée au Mali. Il est sûr que le médiateur de la CEDEAO sera prochainement reçu à Bamako pour demander des comptes et exiger



**une date précise pour la fin de la Transition malienne.**

**Cette visite serait-elle une atteinte à la souveraineté du Mali ? Ou serait-elle purement et simplement refusée ?**

Sur le plan interne l'on peut s'inter-

roger sur les réactions des partis et mouvements politiques, notamment ceux dont la raison d'être est de veiller sur le respect du chronogramme électoral, sur ce nouveau report.

Place donc à de nouvelles polémiques qui verra s'entrecroiser les commu-

niqués de soutien bruyamment lus sur les ondes de l'ORTM et les vives protestations qui ne manqueront pas d'inonder les réseaux sociaux.

■ **Binadjan Doumbia**





## ■ Issa Kaba



Le premier visage des émissions chrétiennes à la télévision nationale Pasteur Daniel Tangara n'est plus.

Paix à votre âme pasteur, vous faisiez ce travail avec amour.



## ■ Samba Balobo Bah



Au moins féliciter mon oncle quand même. 24h sans coupure. Vive mon Kaou.

## ■ Sekouba Ousmane Coulibaly



5 milliards, pour bloquer la base de données d'un pays. Quelles solutions pour récupérer nos données? C'est inquiétant.

## ■ Fabou DiarraBen Ibrahim



5 milliards pour un état c'est vraiment triste

## ■ Team2Mali



A l'heure ci à Bamako si tu n'as pas l'un des trois : palu, Apollo, ou galère c'est que tu es dans secte

## ■ Kemoko Diabaté



Cercle de Bankass : 207 écoles sur 346 fermées.

## ■ Sekou Konare



Les raisons avancées ne sont pas convaincantes, on veut seulement prolonger pour prolonger

## ■ Adama Younga



Félicitations les FDS+ les VDP dans la zone de Tikaré un bon travail a été fait aujourd'hui 24 Septembre 2023



## ■ Kita Kuru Médias



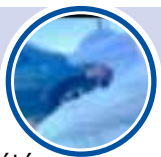
**Mali : La vraie raison du report est dû à l'insécurité grandissante sinon le référendum s'est tenu comment ?**  
Kakana

## ■ Fabou Diarra Ben Ibrahim



**Mali : La vraie raison du report est dû à l'insécurité grandissante sinon le référendum s'est tenu comment ?**  
Kakana

## ■ Moussa AG Acharatoumane



@Mossa\_ag

#MSA: Déplorant que le #CSP-PSD ait été incapable de répondre à l'appel du #MSA et du #GATIA à venir protéger les populations des régions de #Ménaka et #Gao victimes de massacres de masse perpétrés par #DAESH depuis mars 2022 ; Informe l'opinion nationale et internationale qu'il #quitte définitivement le #CSP-PSD à compter de la signature de cette déclaration;

## ■ mountagatall



@mountagatall

SEGOU SOKALAKONO 230923 : Les jeunes d é - cident de paver la rue où habitent l'imam, le chef de quar-

**SOKALAKONO : Petit quartier de Ségou par sa superficie abrite la Grande Mosquée, le Grand Marché, la Place de l'Indépendance, le Stade municipal, le Commissariat central, les résidences des 2 chefs religieux musulman et chrétien...**

**Les jeunes du quartier ont décidé de s'investir pour le quartier.**

**Acte 1 : le pavage de la rue où résident l'imam, le chef de quartier, le chef religieux....**

**Tenez-bon et courage les jeunes !**

**Nous vous accompagnons.**



### DECLARATION DE RETRAIT DU MSA AU SEIN DU CSP-PSD

Le Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA), membre fondateur du Cadre Stratégique Permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement (CSP-PSD):

Regrettant la déclaration non consensuelle du CSP-PSD en date du 10 septembre 2023, par laquelle il engage un conflit armé contre les Forces Armées Maliennes ;

Déplorant que le CSP-PSD ait été incapable de répondre à l'appel du MSA et du GATIA à venir protéger les populations des régions de Ménaka et Gao victimes de massacres de masse perpétrés par DAESH depuis mars 2022 ;

Déplorant que les combats en cours provoquent une fois de trop l'exil forcé des populations civiles déjà meurtries par une dizaine d'années de conflit fratricide ;

Rappelant que le CSP-PSD est à l'origine un outil de promotion de la paix, du vivre-ensemble et de sécurisation des personnes et des biens ;

Répondant à une forte demande des militants du MSA de l'intérieur et de la diaspora ayant constaté la criarde indifférence du CSP-PSD face au désastre que les populations vivent ;

Vu tout ce qui précède, le MSA fidèle à sa posture ne saurait être associé ni engagé dans un conflit autre que celui qu'il mène contre les auteurs des massacres de masse des populations civiles ;

Informe l'opinion nationale et internationale qu'il quitte définitivement le CSP-PSD à compter de la signature de cette déclaration;

Reste engagé auprès du Gouvernement du Mali et du chef de file de la Médiation Internationale pour une mise en œuvre diligente de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger gage du retour de la paix dans notre pays.

Ménaka, le 24 septembre 2023

Le Secrétaire général

Moussa Ag Acharatoumane

tier, le chef religieux... SOKALAKONO ce sont la Grande Mosquée, le Grand Marché, la Place de l'Indépendance, le Stade municipal, le Commissariat... Courage les jeunes ! Avec vous !







■ **Seidik Abba**



@abaseidik

#Niger: Gardons de suite dans l'esprit les idées, l'ex-président Issoufou a eu l'opportunité de se prononcer très clairement contre l'intervention de la CEDEAO dans son interview du 17 août dernier à JA. Il avait alors même estimé que l'intervention devait être « l'ultime recours ».

■ **Serge Daniel**



@sergedanielinfo

#Mali- elections : Secret de polichinelle : les élections présidentielles maliennes prévues en février 2024 sont reportées .

■ **Hervé Doumbia**



@almouslime

Quand le Mali a demandé une réunion d'urgence au Conseil de sécurité pour montrer ses preuves contre

la France. La Russie assurerait la présidence tournante, les russes n'ont pas soutenu la plainte du Mali, même l'allié russe sait que ce sont des menteurs.







# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 36123 inps@inps.ml INPS\_Mali  
www.inps.ml INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 36123 inps@inps.ml INPS\_Mali  
www.inps.ml INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs | faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 36123 inps@inps.ml INPS\_Mali  
www.inps.ml INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 36123 inps@inps.ml INPS\_Mali  
www.inps.ml INPS.Mali

## Don de sang Les clubs Rotaract et Interact Mali sauvent des vies



**La Coordination Nationale des Clubs Rotaract et Interact Mali a organisé une activité de don de sang le vendredi 22 septembre 2023 dans l'enceinte de la Bourse du Travail. Cette initiative vise à renforcer les liens qui unissent les Maliens.**

À travers cet acte, la Coordination Nationale des Clubs Rotaract et Interact a souhaité donner 200 poches de sang à la banque de sang pour aider la communauté malienne. Selon le coordinateur des clubs Rotaract et Interact Mali, Sidi Mohamed Kanté, cette action s'inscrit dans l'agenda des clubs. Ainsi, chaque année, à l'occasion du 22 septembre, des dons de sang sont effectués. « Cette année, nous avons voulu le faire en partenariat avec notre club Rotary, qui est le club parrain, afin de montrer notre engagement envers la population malienne et de soutenir la banque de sang », a-t-il précisé.

Du point de vue des initiateurs, le don de sang est un acte de générosité et de solidarité qui sauve des vies. C'est pourquoi la Coordination nationale des clubs Rotaract et Interact Mali, en cette journée du 22 septembre, a uni ses forces avec ses partenaires Rotariens et le Centre National de la Transfusion Sanguine pour apporter un espoir de vie aux personnes dans le besoin, y compris les militaires maliens qui défendent la nation.

Pour rappel, le club a commencé l'activité de don de sang en 2009. Ainsi, le 2 septembre 2023 marque la 13<sup>ème</sup> année de cette initiative. Compte tenu du succès des années précédentes, le club a sensibilisé la population, en particulier la jeunesse malienne, à entreprendre des ac-

tions de don de sang pour aider la banque de sang et la communauté.

**Siguéta Salimata Dembélé**

## Loi de finances 2024 du Mali : La barre des 3.000 milliards FCFA franchie !

**Pour la 1<sup>ère</sup> fois dans l'histoire des finances publiques au Mali, le budget d'état franchit la barre des 3 000 milliards FCFA !**

Pour la première fois dans l'histoire des finances publiques au Mali, le Budget d'État franchit la barre des 3.000 milliards FCFA en termes de prévisions de dépenses !

Réuni en session ordinaire, le mercredi 20 septembre 2023, dans la salle de délibérations au Palais de Koulouba, sous la présidence du Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Conseil des ministres a adopté le projet de loi portant loi de Finances pour l'exercice 2024.

### 7<sup>è</sup> Budget en Mode Programme !

Le rapport du ministre de l'Économie et des Finances est très explicite. Ce projet de loi de Finances est le Septième Budget présenté en Mode Programme depuis 2018.

Les prévisions des recettes budgétaires pour l'exercice 2024 s'élèvent à 2.377,111 milliards de francs CFA contre 2.304,475 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 72,635 milliards de francs CFA. Ce qui correspond à une hausse de 3,15%.

Quant aux prévisions des dépenses budgétaires pour l'exercice 2024, elles s'élèvent à 3.063,742 milliards de francs CFA contre 2.994,470 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectifiée 2023, soit une augmentation de 69,272 milliards de francs CFA, correspondant à un taux de progression de 2,31%.

### Déficit global diminué de 0,49% !

Le Budget 2024 présente un déficit global de 686,631 milliards de francs FCFA contre 689,995 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectifiée 2023, soit une diminution de 0,49%. Conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en République du Mali, le projet de loi portant loi de Finances pour l'exercice 2024 sera incessamment soumis à l'adoption du Conseil national de Transition en vue de sa promulgation avant le 31 décembre 2023.

**MEF**  
Le Challenger





### Habib Sylla, président du haut conseil des maliens de l'extérieur : Un grand soutien des autorités de la transition



**Se disant conscient des dures épreuves auxquelles notre pays est confronté, le président du haut conseil des maliens de l'extérieur, Habib Sylla, ne fait pas mystère de son soutien aux autorités de la transition.**

La transition a un précieux soutien en la personne du président du Haut Conseil des Maliens de l'extérieur, Habib Sylla. Qu'il séjourne au Mali ou l'étranger cet homme, habituellement discret et peu disert, ne fait jamais mystère de sa volonté d'aider du mieux possible les autorités de la Transition à réussir les missions qu'elles se sont assignées.

Approché par nos soins, il a réitéré sa volonté inébranlable de contribuer activement au succès de cette période charnière pour notre nation. Est sans la moindre réserve son engagement afin que cette période exceptionnelle soit une réussite, déclare-t-il. Son seul souhait est de voir un Mali émergent où il fait bon vivre dans la

paix et la cohésion sociale. Pour relever ce défi, aucun sacrifice ne devrait être de trop, déclare-t-il. Habib Sylla se dit donc prêt à tout mettre en œuvre pour contribuer à la sauvegarde d'une nation souffrant de mille maux.

Parlant des réformes engagées par les plus hautes autorités de la transition, il reste persuadé que c'est par cette voie que le pays pourra corriger ses tares. Raison pour laquelle son soutien, assure-t-il, ne fera pas défaut.

Comme quoi il existe des acteurs certes discrets mais influents qui œuvrent en coulisse pour le bien du pays. Son engagement devrait inspirer chaque Malien car c'est ensemble que le Mali pourra se retrouver.

A noter qu'à l'occasion de ce 63<sup>e</sup> anniversaire de notre accession à l'indépendance, le président Habib Sylla a été décoré Commandeur de l'Ordre national par le président de la transition, colonel Assimi Goïta.

**Drissa Togola**  
Le Challenger

### EDM-SA:

### Abdoulaye Djibril Diallo, nouveau directeur général

**La société Energie du Mali (EDM-SA) a un nouveau directeur général. Il s'agit d'Abdoulaye Djibril Diallo, un cadre de la boîte. Il a été nommé lors du conseil des ministres du mercredi 20 septembre dernier. Il aura la lourde responsabilité de redresser une société qui ne donne pas satisfaction à ses consommateurs.**

La Société Énergie du Mali (EDM-SA) est l'une des plus vieilles sociétés du Mali. Pour des raisons de mauvaise gestion, elle n'a jamais pu se relever. Il y a pléthore du personnel, ensuite il y a un nombre croissant de bénévoles qui exécute les sales boulots à vil prix, freinant du coup la bonne marche de la société. Certains agents de la société ont leur propre entreprise qui assure le relais dans les quartiers du district de Bamako. La population paie à moindre coût les promoteurs de ces entreprises pour des branchements illégaux sur le réseau EDM-SA.

Après les arrestations des voleurs de carburant, le ministre de l'Énergie et de l'Eau et le nouveau Directeur de l'EDM-SA doivent faire la purge au sein de la société. Il y a trop de laxisme, trop de pillage et de vols dans cette société. Le gros problème à l'Énergie du Mali, ce sont ses ressources humaines qui marchandent les produits de leur société à vil prix.

Autre fait qui met la société en agonie, les groupes élec-



trogènes loués par EDM-SA, appartenant à certains anciens ministres et anciens directeurs sont des services coûteux, constituant des manques à gagner.

**Inter de Bamako**

### Festivités du 22 septembre 2023 : Gao commémore la fête de l'indépendance

Les autorités administratives de la région de Gao, tout comme celles des autres régions du mali, ont célébré le vendredi 22 septembre 2023, la commémoration du 63ème anniversaire de l'indépendance de notre pays.

L'évènement s'est déroulé à la place des Martyrs, en présence des autorités administratives, militaires, coutumières, religieuses et traditionnelles et une foule des grands jours, venue pour la circonstance.

Cependant, en raison des événements qu'a connu le pays, notamment l'attaque du bateau Tombouctou, des camps de Bamba, Bourem, Gao et la ville de Tombouctou, du 08 au 12 septembre 2023, les autorités nationales ont fêté avec sobriété l'anniversaire de notre intendance. Il s'agit également de rendre un hommage à toutes les victimes civiles et militaires et souhaiter prompt rétablissement aux blessés de ces événements.

Dans la Cité ses Askia, Ce 63ème anniversaire a été marqué par le dépôt de gerbe de fleurs par le Gouverneur de la région, le Général de Brigade Moussa Traoré, au Monument de la place de Martyrs, suivi de la montée des couleurs. Les Forces de Défense et de Sécurité ont marqué également de leur présence afin d'assurer le piquet d'honneur.

Le Gouverneur de la région a, dans son intervention, rendu un vibrant hommage aux pères de l'Indépendance ainsi qu'à toutes les victimes aussi bien civiles que militaires du terrorisme contre notre peuple.

Enfin, le Chef de l'exécutif régional a invité la population de Gao, à la sérénité, à la résilience, de rester derrière les Forces Armées Maliennes qui assurent leur sécurité et la protection de leurs biens, « et d'éviter l'amalgame, car il n'y a pas un problème de racisme au Mali et la victoire appartiendra au peuple malien » a-t-il déclaré.

**SHC Alhassane ALDJOMATI**  
FAMA





## Inondations en Libye : Le procureur ordonne la détention de huit responsables

**Le Procureur général en Libye a ordonné le placement en détention provisoire de huit responsables libyens dans le cadre d'une enquête sur la rupture des deux barrages ayant entraîné les inondations meurtrières de Derna le 10 septembre, a annoncé lundi son bureau.**

**L**e huit personnes, occupant ou ayant occupé des postes à responsabilité au sein du département des ressources hydrauliques ou celui de la gestion des barrages en Libye, sont soupçonnées, entre autres, de "mauvaise gestion" et de "négligence", a précisé le bureau du Procureur dans un communiqué.

Le maire de Derna Abdulmonem al-Ghaithi, démis de ses fonctions avec le reste du Conseil municipal après le

drame, fait également partie des personnes concernées par le placement en détention. Selon le Procureur général libyen, al-Seddik al-Sour, la direction des barrages en Libye avait signalé des fissures sur les deux ouvrages dès 1998, mais aucun travail n'a été accompli pour y remédier.

L'enquête s'est notamment intéressée à un contrat conclu entre le département libyen des Eaux et une compagnie turque pour l'entretien des deux barrages et le versement en 2014 à cette dernière de "sommes disproportionnées" et ce "bien qu'elle ait violé les engagements stipulés dans le contrat", selon le communiqué du Procureur.

Dans une étude en novembre 2022, l'ingénieur et universitaire libyen Abdel-Wanis Ashour avait mis en garde contre une "catastrophe" menaçant Derna si les autorités ne procédaient pas à l'entretien des deux barrages. Mais cet avertissement est resté sans effet, bien que la Libye, qui dispose des réserves pétrolières les plus abondantes d'Afrique, ne manque pas de moyens.

**Source: <https://www.7sur7.be/>**







## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

**Article 6 :** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

## Alimentation scolaire : 267 écoles bénéficient de vivres !



**L**a cérémonie de présentation de 1170 tonnes de vivres pour les 267 écoles bénéficiaires du projet FFE au titre de l'année scolaire 2023-2024 a été présidée par le ministre de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané. On notait la présence du ministre-Commissaire à la Sécurité Alimentaire, Monsieur Redouane Ag Mohamed Ali, de l'Ambassadrice des États-Unis au Mali, Rachna S. Korhonen, des autorités communales et de plusieurs cadres du département de l'éducation. La cérémonie s'est déroulée à Sogoniko, en Commune VI du district de Bamako.

Cette initiative de Catholic Relief Services (CRS) en appui au système éducatif, avec le soutien financier de l'USDA en collaboration avec

des partenaires locaux ainsi que le ministère de l'Éducation Nationale, vise à améliorer l'éducation des enfants d'âge scolaire, à accroître l'utilisation de pratiques améliorées en matière de santé, de nutrition et d'alimentation, à renforcer les capacités des institutions gouvernementales et à accroître l'engagement des communautés locales pour l'appropriation et la pérennisation des acquis du projet.

Il est important de rappeler que le ministère de l'Éducation Nationale et le CRS travaillent ensemble pour offrir une opportunité à toutes les parties prenantes du projet (CRS-USG-Gouvernement du Mali-Communautés bénéficiaires) de renouveler leur engagement mutuel pour la réussite de la mise en œuvre

en général et le succès de l'année scolaire 2023-2024 à travers cette réception symbolique de vivres importés des États-Unis d'Amérique.

Le Ministre SY SAVANÉ a salué cette stratégie de transfert qui sera accompagnée du renforcement des capacités des structures impliquées, notamment le Centre National des Cantines Scolaires, les Académies d'Enseignement, les Centres d'Animation Pédagogique, les Communes et les Comités de Gestion Scolaire, sans oublier les enseignants.

Le ministre de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané, a souligné que cette action permettra à plus de 84 000 enfants de bénéficier des repas de la cantine scolaire pendant les jours de cours. «Le CRS ne contri-

bue pas seulement à améliorer les performances scolaires, mais lutte également contre l'insécurité alimentaire dans les zones touchées par le projet, en particulier les familles de ces enfants. Je réitère que mon département est entièrement disponible pour continuer à faire de ce projet une réussite et un exemple de synergie d'actions entre tous les acteurs de l'éducation. C'est pourquoi j'invite tous les responsables des différents services centraux de mon département à s'approprier

ce projet et à saisir cette opportunité pour assurer, en coordination avec les autres intervenants, un enseignement de qualité dans les écoles cibles.» Je demande instamment aux partenaires du secteur de l'éducation dans les régions bénéficiaires de continuer à collaborer afin d'avoir un impact optimal du projet», a-t-il déclaré. Le point culminant de cette cérémonie a été la remise symbolique de vivres par l'ambassadrice des États-Unis au ministre de l'Éducation nationale,

le Dr Amadou SY Savané. En reconnaissance des efforts déployés pour améliorer la qualité de l'éducation grâce à une approche équilibrée, certains enseignants ont été honorés en recevant des certificats et des cadeaux des mains du responsable du département de l'éducation.

**Ibrahim Sanogo**

## ONEF

# La 14e Session ordinaire du Conseil d'Administration

**Un taux de réalisation de 52,0% des activités et un taux d'exécution réel de 97,5% sur les 51% du budget prévisionnel mobilisés**

Le ministre de l'Entreprenariat national de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Madame BAKAYOKO Aminata TRAORE, a présidé la 14e Session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF). C'était le jeudi 21 septembre 2023 à son siège.

Au cours de la rencontre, les administrateurs se sont penchés, entre autres, sur l'examen et l'adoption du Procès-verbal de la 13e Session ordinaire du Conseil d'Administration, l'examen et l'adoption du rapport d'activités au 31 décembre 2022, l'examen de la situation d'exécution du Budget au 31 décembre 2022, l'examen et l'adoption du rapport du Commissaire aux comptes de l'exercice 2022, l'examen et l'adoption du Compte de gestion de l'année 2022, l'examen et l'adoption du projet de réaménagement du budget prévisionnel 2023.

En effet, l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) est un Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST). Sa mission principale est de réaliser des études et des recherches

afin de fournir aux décideurs et aux utilisateurs des informations fiables et régulièrement mises à jour sur le marché du travail, tant au niveau national que régional, pour une meilleure régulation de ce marché. Il contribue également à établir une meilleure adéquation entre les besoins et les potentialités de l'économie et le système de formation.

Selon les responsables, la création de l'ONEF apportera des innovations majeures telles que la production régulière de données fiables sur le marché du travail, l'harmonisation des méthodes de calcul des indicateurs de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi qu'une analyse statistique plus approfondie des données afin de faciliter la prise de décision des autorités.

Lors de son intervention, le ministre de l'Entreprenariat national de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Madame BAKAYOKO Aminata TRAORE, a souligné que les rapports d'activités et financiers à la date du 31 décembre 2022 font ressortir respectivement un taux de réalisation de 52,0% des activités et un taux d'exécution réel de 97,5% sur

les 51% du budget prévisionnel mobilisés. Elle a également mentionné quelques activités réalisées en 2022, telles que la production du rapport national sur l'emploi pour l'année 2021, la réalisation de l'étude du marché du travail dans le secteur formel de la santé dans une perspective de couverture sanitaire universelle au Mali (phase 1 : analyse exploratoire) et la production du rapport d'analyse des indicateurs de la formation professionnelle pour l'année 2021. Elle a souligné en particulier que dans le cadre de l'amélioration de sa gestion, l'ONEF a élaboré les comptes de gestion pour l'exercice 2022, conformément aux dispositions du Décret N°2018-0009/P-RM du 10 janvier 2018 portant Règlement général sur la comptabilité publique. «La certification de ces comptes de gestion a été réalisée par un commissaire aux comptes, sélectionné conformément à la délibération n°2022-01 CA-ordinaire de l'ONEF du 27 octobre 2022», a-t-elle déclaré.

De plus, elle a précisé que le budget prévisionnel pour 2023 s'élève à un milliard quatre cent soixante-deux millions cinq cent vingt et un mille





[1 462 521 000] francs CFA, dont 725 591 000 de subvention accordée par l'État à l'ONEF. Jusqu'au 31 août 2023, seulement 116 433 500, soit 16,05%, ont été mobilisés. Elle a expliqué que cette faible mobilisation s'explique en partie par la crise éco-

nomique et financière que traverse notre pays.

En conclusion, le ministre de l'Entrepreneuriat national de l'Emploi et de la Formation professionnelle a souligné la nécessité pour l'ONEF de

procéder à un réaménagement budgétaire afin d'assurer son bon fonctionnement.

■ Maffenin DIARRA

Abonnez-vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations  
Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com





**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

## Abdoulaye Diop à la 78ème session ordinaire de l'AG de l'ONU

### Abdoulaye Diop reconnaissant des efforts de la MINUSMA



**R**éprésentant le Président de transition du Mali, le Colonel Assimi Goita, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye DIOP, a prononcé aujourd'hui, le 23 septembre 2023, à New York, le discours officiel du Mali à l'occasion de la 78ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. J'ai suivi le discours d'Abdoulaye Diop en direct depuis la tribune des Nations Unies. Dans son discours, le Ministre Diop a abordé les problèmes géopolitiques, notamment l'intervention de la CEDEAO

au Niger, l'alliance des États du Sahel, le respect de la souveraineté du Mali, l'intérêt du Mali, le choix du Mali, ainsi que la reconnaissance des efforts consentis par la MINUSMA.

En ouverture de son discours, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye DIOP, a évoqué l'importance de la paix et de la sécurité, qui demeurent une priorité pour les populations du Mali et du Sahel, après plus d'une décennie de violences aux conséquences particu-

lièrement dévastatrices. Pourtant, cette région était autrefois connue comme un havre de paix, de cohésion sociale et de vivre-ensemble entre les différentes communautés qui la composent. Malgré dix ans de présence au Mali, la réponse internationale aux défis sécuritaires du pays n'a pas été à la hauteur des menaces. Les attentes des populations maliennes, maintes fois exprimées par les autorités, ont été ignorées.

En ce qui concerne la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA),



celle-ci n'a pas réussi à aider le Mali à rétablir son autorité sur l'ensemble de son territoire, malgré les importants investissements réalisés au cours de ces dix dernières années. Pendant sa présence sur le territoire national, la situation sécuritaire au Mali n'a fait qu'empirer. L'insécurité, qui était auparavant limitée aux régions du Nord du Mali lors de son déploiement en 2013, s'est étendue aux régions du Centre et du Sud. Heureusement, cette propagation de l'insécurité est en train de diminuer grâce aux succès indéniables remportés sur le terrain par les Forces armées maliennes, malgré les défis inhérents à ce type d'opérations. C'est ce qu'a expliqué le chef de la diplomatie malienne.»- Malgré les difficultés rencontrées par la MINUSMA en raison de son inadaptation au contexte sécuritaire, c'est-à-dire maintenir la paix dans un environnement où il n'y a pas de paix à maintenir, le gouvernement malien s'est accommodé de sa présence passive... Ainsi, après une évaluation approfondie,

le gouvernement malien a demandé en juin 2023 le retrait immédiat de la MINUSMA et nous sommes heureux que le Conseil de sécurité ait accepté cette demande. Le gouvernement travaille avec la MINUSMA en vue de son retrait ordonné, coordonné et sécurisé du Mali, dans le délai fixé au 31 décembre 2023, conformément aux dispositions pertinentes de la résolution 2690 (2023) du Conseil de sécurité en date du 30 juin 2023. Le gouvernement de la République du Mali n'a pas l'intention de prolonger ce délai. Le gouvernement assure aux populations maliennes et à la communauté internationale que toutes les mesures sont prises pour assurer la continuité des services de l'État après le départ de la MINUSMA. La première phase du processus de retrait est terminée et la deuxième phase est déjà en cours», déclare le ministre Diop.

Pour le Mali, la MINUSMA n'a pas été en mesure de remplir son mandat, mais néanmoins, par le biais

de son ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le pays a tenu à rendre hommage lors de la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en déclarant ceci : «Le gouvernement et le peuple maliens restent reconnaissants pour les efforts et les sacrifices consentis au Mali au cours des dix dernières années. Je rends hommage à la mémoire de toutes les victimes, civiles et militaires, maliennes et étrangères, tombées au champ d'honneur au Mali. Cependant, le retrait de la MINUSMA ne signifie pas la fin de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la République du Mali. Au contraire, mon pays tient à son appartenance à l'ONU et le gouvernement reste engagé en faveur des principes et des nobles idéaux de la Charte. De même, le Mali renouvelle son engagement à coopérer avec tous les États du monde.»

**Bokoum Abdoul Momini**

## Lutte contre la corruption : L'AMDH soutient les autorités judiciaires

Dans son communiqué de presse, l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH), signé par son président Me Moctar Mariko, exprime son indignation face à la recrudescence de la violence depuis le début des opérations de rétrocession des camps MINUSMA aux FAMAS. Elle condamne fermement les attaques armées lâches et barbares perpétrées contre les forces de défense et de sécurité, les populations civiles et les moyens de transport civils, notamment les attaques successives à Bamba, Gao, Bourem, Léré et l'attaque contre le bateau de la COMANAV à Tombouctou. Ces attentats ont entraîné de nom-

breuses pertes en vies humaines, des destructions, des incendies de villages, des dommages matériels et le vol de milliers de têtes de bétail. Leur objectif est de fragiliser davantage l'État du Mali et de compromettre les efforts de paix et de réconciliation nationale. Dans ces circonstances douloureuses, l'AMDH déplore les pertes en vies humaines subies par les FAMAS et les populations civiles, présente ses condoléances aux familles endeuillées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

Le président de l'AMDH condamne fermement ces actes ignobles qui constituent des crimes de guerre et

renouvelle son soutien indéfectible aux Forces Armées Maliennes dans leur mission essentielle de défense du territoire national et de lutte implacable contre les forces obscures, dans le strict respect des textes régissant les droits de l'homme. Elle appelle également les populations civiles à soutenir sans faille les forces de défense et à collaborer étroitement avec elles. L'AMDH encourage les autorités judiciaires à tout mettre en œuvre pour que les auteurs commanditaires et complices de ces crimes de guerre soient traduits devant la justice.

**Bokoum Abdoul Momini**

## Lire le communiqué en encadré



Association Malienne des Droits de l'Homme

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

L'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH), note avec exaspération un regain de violences depuis le début des opérations de rétrocessions des camps MINUSMA aux FAMAS.

L'AMDH exprime sa plus vive condamnation des attaques armées, lâches et barbares perpétrées contre les forces de défense et de sécurité, les populations et les moyens de transports civils notamment les attaques successives à Bamba, Gao, Bourem, Léré et l'attaque contre le bateau de la COMANAV à Tombouctou. Ces attentats qui ont occasionné d'énormes pertes en vies humaines, de destructions et incendies de villages, de biens matériels et extorsions de milliers de têtes de bétail, ont pour but de fragiliser plus longtemps l'Etat du Mali et saper les efforts de paix et de réconciliation nationale ;

En ces douloureuses circonstances, l'AMDH regrette les pertes en vies humaines subies par les FAMAs et les populations civiles, présente ses condoléances aux familles attristées et souhaite prompt rétablissement aux blessés ;

L'AMDH condamne avec fermeté ces actes ignobles qui constituent des crimes de guerre et renouvelle son appui indéfectible aux Forces Armées Maliennes dans leur mission régaliennne de défense du territoire nationale et de luttes implacables contre les forces obscures dans le strict respect des textes régissant les Droits de l'Homme

L'AMDH appelle les populations civiles à un soutien indéfectible aux forces de défense et à une plus grande collaboration avec ces dernières, encourage les autorités judiciaires à tout mettre en œuvre pour que les auteurs commanditaires et complices de ces crimes de guerre soient traduits devant la Justice

Bamako, le 21 septembre 2023

**Le Président**

Me Moctar MARIKO



# Amadou Sanogo, artiste-peintre : "acheter une œuvre d'art, c'est un investissement"

Né à Ségou, ce "sénoufo, minianka et bambara" déclare tirer son inspiration de son environnement et, surtout, de cette philosophie bamanan si riche en enseignements. A l'heure de l'union sacrée pour prendre notre destin en main, il invite les artistes maliens à plus de réactivité pour inspirer les politiques publiques les concernant. Artiste-peintre de renom, qui a pris part à de nombreuses expositions à travers la planète, Amadou Sanogo nous a accordé un entretien dans cette édition spéciale 22 septembre.

**A** la lumière de son riche parcours, il nous fait une visite guidée dans cette importante galerie de notre patrimoine culturel.

**Merci, M. Sanogo, pour votre disponibilité à nous recevoir malgré votre agenda que nous savons très chargé. Si l'on vous demandait de vous présenter à nos lecteurs, que leur diriez-vous ?**

Je m'appelle Amadou Sanogo, artiste-peintre. Je suis diplômé en art plastique et un produit de l'Institut national des arts.

**Vous êtes artiste-peintre, un domaine dans lequel vous vous êtes taillé une solide réputation de par votre talent. Comment vous êtes-vous retrouvé dans le monde des arts ?**

Tout commence par la curiosité. Quand on parvient à dissiper nos peurs, la curiosité peut nous conduire vers une direction. C'est mon cas. Au début, je réalisais de petits dessins pour me faire plaisir ainsi qu'à mes amis. Je fabriquais de petites voitures en fil de fer... A l'école aussi, on faisait des évaluations pour compléter nos notes dans les autres disciplines. C'est après que j'ai fait la découverte du "bogolan". Plusieurs personnes le savaient et m'ont encouragé à me présenter au concours de l'Institut national des arts de Bamako en 1997.

Quelles sont les sources d'inspiration principales qui influencent votre art et votre processus créatif ?

Ma source d'inspiration est basée sur cette philosophie bambara qui essaie de tracer l'homme au sein de la société et l'homme envers lui-même. Ce qui me pousse à me remettre en cause mais aussi à juger le monde qui m'entoure. Dans mes réflexions artistiques, j'ai compris qu'il n'y a que deux vérités : la naissance et la mort. Les autres sont des conventions. En clair, c'est mon environnement qui m'inspire.

**On entend dire que les artistes ont souvent l'habitude de stimuler leur créativité. Y a-t-il quelque chose de spécifique que vous faites régulièrement pour nourrir votre inspiration ?**

J'observe le monde qui m'entoure. C'est dans cette logique que je travaille. Sinon, je n'ai pas d'autres secrets.

**Avez-vous, au sein de votre riche production, une œuvre qui a particulièrement eu un impact sur votre carrière ? Si oui, quelle histoire se cache derrière cette création ?**

Il y a effectivement une histoire cachée derrière la plupart de mes œuvres. J'ai réalisé une œuvre en m'inspirant du proverbe bambara selon lequel: «là où les épines empêchent un œuf de passer, ce n'est pas la place d'un mouton». Cette œuvre figure dans la collection que j'ai produite pour ma soutenance. J'ai aussi fait une œuvre sur les cadenas pour illustrer certaines formes de discrimination sociale, ici au Mali et ailleurs dans le monde.

J'ai fait également un dessin sans tête pour exprimer mon mécontentement contre cette génération d'intellectuels et de cadres qui ne méritent plus de diriger notre pays parce qu'ayant échoué à lui éviter cette situation dégradante. C'est ma colère que j'exprime à travers les personnes décapitées que j'ai dessinées. Juste pour dire qu'on a, en évidence au Mali, des corps et non des intellectuels.

En plus, j'ai travaillé aussi sur les points. Lesquels signifient pour moi les questions ou les interrogations de la vie. Dans le monde du dessin, on dit qu'un trait est l'ensemble des points alignés. Selon la philosophie bambara, "tout homme doit tracer son trait". Alors le point, c'est le début d'une phrase et la fin d'une autre. L'évolution humaine, c'est que la fin d'une histoire est le début d'une autre. Je m'exprime à travers ces différentes thématiques. A présent, je continue de me remettre en cause.

**Qui parle de peinture parle de couleurs. Comment choisissez-vous votre palette de couleurs et quelle signification peuvent avoir ces choix dans vos œuvres ?**

J'utilise expressément certaines couleurs dans les œuvres en fonction du thème et des grilles. J'utilise la méthode classique de la composition d'éléments et d'harmonisation de l'œuvre.

La profession d'artiste-peintre semble moins mise en valeur au Mali. Nourrit-elle son homme ? Comment vous en sortez-vous ?





La production d'artiste était très mal perçue au Mali. Mais ça commence à aller depuis l'appel lancé aux artistes d'arrêter de crier pour commencer à s'assumer plutôt. Car la liberté n'est jamais offerte, on la conquiert. C'est avec cette pensée que j'ai lancé une rébellion en 2014 en créant l'atelier "Badialan" pour dire aux artistes qu'il est temps de sortir du système classique. L'une des méthodes pour avoir les artistes, c'est de passer par les enfants. C'est ce que nous avons adopté à l'atelier Badialan. On s'unit pour travailler et on va exposer nos productions. On invite les voisins et les acteurs du monde culturel à venir apprécier gratuitement nos réalisations. Petit à petit, les gens ont commencé à comprendre à travers les présentations faites à leur demande. Cette méthode les a motivés à acheter voire à devenir des collectionneurs locaux. Il était difficile de vendre nos productions au Mali mais ce n'est plus le cas. Des Maliens peuvent in-

vestir 5 à 6 millions dans une seule pièce. Ça veut dire que ça va.

### **De l'avis de certaines personnes, les tableaux sont très chers. Quel commentaire faites-vous d'une telle appréciation?**

Ceux qui s'expriment ainsi ne voient que le côté argent et ignorent la valeur patrimoniale de l'œuvre. Je les invite à se ressourcer dans l'histoire de l'art pour comprendre ce monde. Une œuvre d'art n'a pas de prix. L'œuvre artistique est la seule matière qui prend de la valeur au fur et à mesure qu'elle vieillit, contrairement aux autres biens matériels tels que les voitures, motos, etc. Pour preuve, tu achètes une œuvre d'art à 200.000 francs, mais tu peux la revendre à des millions de francs !!!

### **Quel message adressez-vous au public malien afin de le**

### **convaincre à s'intéresser aux œuvres d'arts produites par les artistes maliens ?**

Ce que je peux dire aux Maliens, c'est de comprendre que l'achat d'une œuvre d'art est un investissement.

### **Comment se portent vos différents centres ? Parlez-nous des conditions de travail et des travailleurs ?**

En 2014, nous étions deux à initier l'atelier "Badialan". Aujourd'hui, nous sommes quinze. La plupart sont devenus de grands artistes internationaux à l'instar de Mohamed Diabaté, Diakaridia Traoré, Moussa Traoré, Toussaint Dembélé, etc.

D'autres jeunes artistes viendront après nous. Il faut qu'on leur prépare le terrain pour leur éviter de souffrir comme nous. D'où l'idée de créer le Centre «Makôro», qui sera un centre

d'appui aux initiatives artistiques. Je l'ai initié en 2019 avec l'appui de la Fondation Total-Mali, Orange-Mali, Bramali.

L'atelier "Badialan" accueille gratuitement. Il faut juste lui adresser une demande. Le Centre "Makôro" est appelé à être un centre multi-dimensionnel et intercontinental. Il sera ouvert à tous les artistes du monde.

### **Pouvons-nous avoir une idée de vos participations aux expositions au Mali et hors du Mali ?**

Je suis plutôt fréquent à l'international. Pas plus tard que le 5 septembre dernier, j'ai fait une exposition à Paris. En revanche, je suis très rare sur la scène nationale car la place doit être faite à nos jeunes frères afin qu'ils s'affirment à leur tour. Je reste cependant à leur disposition pour leur prodiguer des conseils et, éventuellement, participer à une expo avec eux s'ils le souhaitent.

### **Avez-vous conscience d'avoir relevé des défis ? Quid des paris qui vous restent à tenir ?**

Je ne suis pas sûr d'avoir pu relever les défis. Mais je suis en train. Car vivant, on a toujours des obstacles à franchir. A mon entendement, on parle de défis lorsqu'on n'est plus et ceux qui viennent après nous diront alors qu'on a relevé les défis.

Quant aux paris qui restent à tenir, ils sont nombreux. Il faut finir le Centre "Makôro" et entamer un autre projet portant sur un asile d'artistes. Nous envisageons de créer également un espace où artistes et non artistes, croyants et non croyants peuvent cohabiter en harmonie.

### **A l'heure où notre pays, après plus de 60 ans d'indépendance, cherche à se reconstruire à partir de ses valeurs identitaires (socio-culturelles) pour avoir son mot à dire dans un monde en pleine mutation, quel appel lancez-vous à vos concitoyens en général ?**

On a tendance à dénigrer nos croyances et nos connaissances sous prétexte que «la parole s'envole et seul l'écrit reste» alors que l'écriture n'a pas de valeur tant qu'on ne la fait pas circuler verbalement. Certes, je suis Minianka, Sénoufo né à Ségou d'une mère bambara. Mais je m'intéresse beaucoup aux proverbes bamarbas, un patrimoine du terroir que j'essaie de valoriser. Le proverbe a une très riche valeur qu'il ne faut pas qu'on perde. C'est la seule méthode sans violence pour conseiller les populations. Lorsqu'un enfant manie bien les proverbes, on dit qu'il a profité du bon voisinage des adultes. Les proverbes sont des paroles en parabole qu'on peut utiliser pour conseiller toute une génération. Donc je ne veux pas que cette culture reste à l'ombre à cause de l'influence d'autrui. Nous existons malgré nos différences de couleurs, d'ethnies. Nous avons nos propres valeurs. Chacun est maître de son destin. Nous devons essayer de prioriser ce que nous avons et nous intéresser à l'autre comme un complément et non un fondement.

### **Quel message adressez-vous à la jeunesse malienne, surtout en cette période de refondation ?**

Je commence d'abord à m'adresser aux hommes de culture, ensuite à la population malienne. Il ne faut pas que nous ayons honte de ce que nous sommes. Nous devons nous donner le temps de nous remettre en cause, de nous demander ce qui nous est arrivé et pourquoi ça nous est arrivé. Nous devons être conscients de nos erreurs au lieu de rejeter éternellement la faute sur l'autre car ce serait trop facile. Nous n'avons que le Mali, nous devons nous assumer car la liberté a un prix.

Dans le domaine culturel, il faut que nous arrêtons de nous coller à l'autre. Il est temps que nous ayons plus de considération pour nous-mêmes. Chacun d'entre nous vient d'une famille. Chaque famille vient d'une ethnie ou d'une race et chaque race a ses valeurs. Donc, chaque famille a une histoire. Donnons-nous le temps de regarder d'où nous venons et où nous allons pour savoir où nous en sommes. Le passé est

flou. L'avenir est incertain. Donc, c'est le présent qui est concret.

### **Avez-vous bénéficié, ne serait-ce qu'une seule fois, du soutien ou de l'accompagnement de l'Etat malien ?**

Je suis tranquillement en train de faire mon petit chemin. Certains au niveau des autorités en sont conscients. Nous avons un ministère de la Culture rempli de cadres sous prétexte qu'ils sont techniciens ou chercheurs. Mais, en vérité, ils sont spécialisés en quoi ? La plupart ne sait même pas où se trouvent les artistes, comment les artistes vivent ! Tant que ce secteur pratique sera dominé par la bureaucratie, il y aura toujours des désaccords.

Nos décideurs ont besoin d'un éveil de conscience et c'est à nous, les artistes, de les obliger à nous suivre. Nous devons leur faire comprendre qu'au moment où tout était arrêté au Mali, seule la culture continuait à fonctionner normalement. Prenons l'exemple sur notre cas, on est arrivé jusqu'à ce niveau avec le Centre sans un centime de l'Etat. Je suis passé personnellement au ministère de la Culture à l'époque pour parler de ce projet au ministre. Mais c'est resté sans suite. Nous sommes financés par les multinationales et non par l'Etat. Le seul et l'unique appui ou soutien que j'ai reçu de l'Etat est l'aide Covid-19.

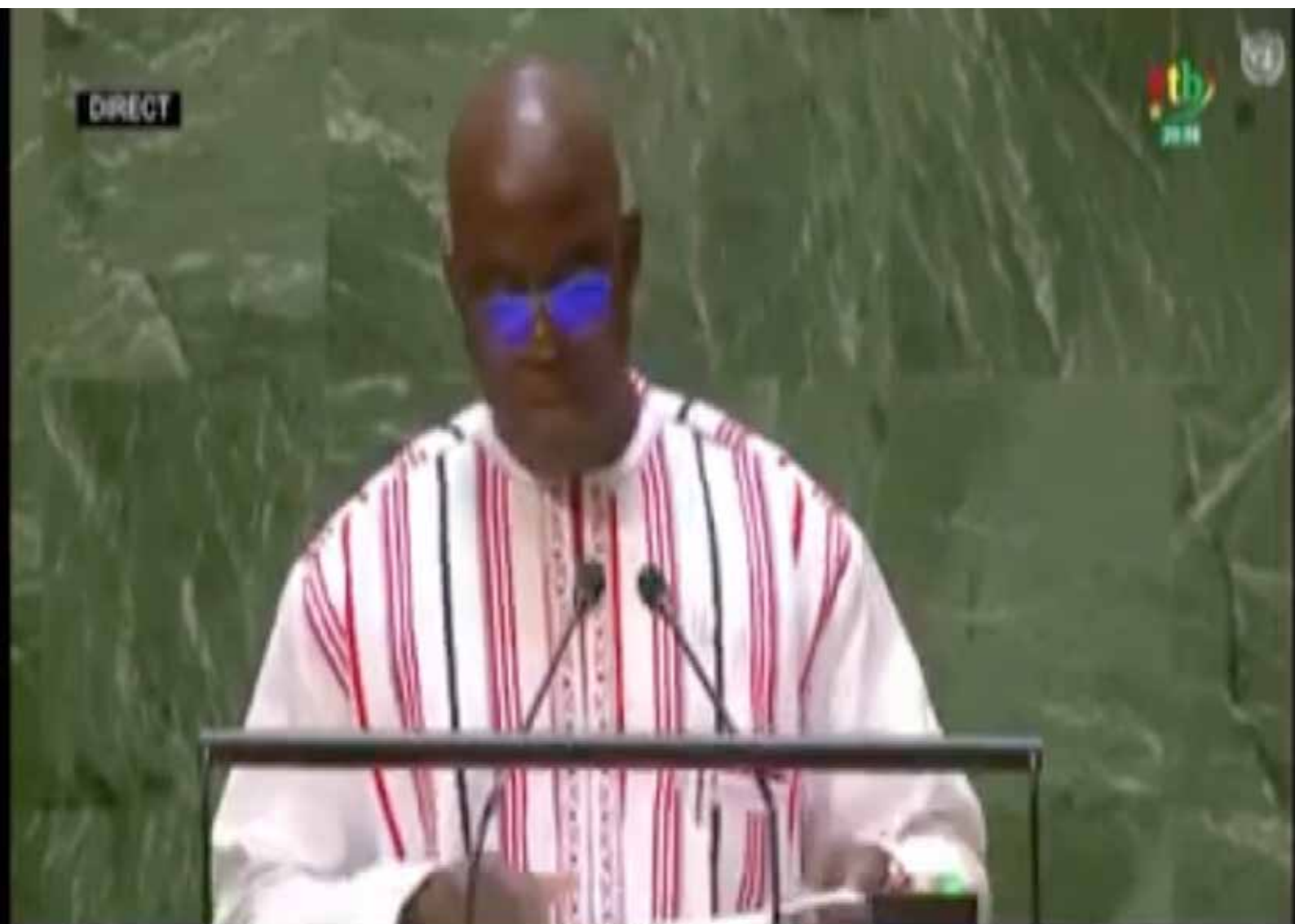
Encore une fois, merci M. Sanogo, de célébrer avec nous ce 22 septembre ! Le mot de la fin vous appartient.

En cette période de refondation, j'exhorte les jeunes artistes à cesser d'être en attente des autres. Qu'ils croient en eux-mêmes. Car, c'est de nos erreurs qu'on grandit. On n'a plus droit à l'erreur. On doit être fier de notre pays et de nous-mêmes.

**Propos recueillis par  
Boubacar Idriss Diarra  
Le Challenger**

## Burkina Faso

# Les autorités demandent à l'ONU de lever le blocage sur l'importation de vecteurs aériens



**L**e ministre Bassolma Bazié a demandé samedi 23 septembre 2023 à l'ONU de travailler à lever les blocages imposés par des pays occidentaux, qui empêchent le Burkina Faso d'acheter des vecteurs aériens, pourtant essentiels dans la lutte contre le terrorisme.

Dans son discours à la tribune des Nations Unies, le samedi 23 septembre 2023, le ministre d'État, Bassolma Bazié, s'est exprimé sur

l'acquisition de matériel militaire. Sans détour, il a exprimé son mécontentement envers la France, qui contribue au blocage du matériel militaire du Burkina.

«En plus des coupures d'aides et de l'annulation de conventions de formation de nos Forces de Défense et de Sécurité, nous sommes confrontés au blocage de notre matériel militaire commandé avec l'effort de nos compatriotes, toujours sous

l'impulsion de la France», déclare-t-il dès le début.

Et pour étayer ses déclarations, il n'hésite pas à fournir des exemples. «Par exemple, pour les vecteurs aériens nécessaires au contrôle et à la défense du territoire, nous avons un contrat avec le Brésil, dont la licence d'armes devait provenir de Belgique, le système de navigation et de tir ainsi que les caméras des États-Unis d'Amérique, et un mo-



teur du Canada. Ces moyens sont maintenant fallacieusement et cyniquement bloqués», déplore Bassolma Bazié.

Il demande donc la livraison de ce matériel militaire afin d'assurer la sécurité du peuple burkinabè, sous peine d'être tenu responsable de non-assistance à personne en danger. «Vous parlez de défense des droits humains à cette tribune de l'ONU, je vous invite donc à nous livrer nos armes sans délai pour la défense et la protection de nos populations meurtries. Dans tous les cas, vous êtes solennellement saisis. Et si rien n'est fait, l'histoire vous tiendra responsable de non-assistance à personne en danger», menace-t-il.

Du haut de cette tribune, Bassolma Bazié a rendu hommage au sacrifice de tous les patriotes au nom de l'intérêt national. «Je salue chaleureusement la mémoire de tous ceux qui sont tombés les armes à la main. Je salue le courage et l'intégrité de ceux qui sont encore en vie et qui avancent inébranlablement et de manière sacrificielle vers la victoire de notre peuple et la préservation de notre patrie», a-t-il souligné.

«Pour les vecteurs aériens nécessaires au contrôle et à la défense du territoire, nous avons un contrat avec le Brésil, dont la licence d'armes devait provenir de Belgique, le système de navigation et de tir ainsi que les caméras des États-Unis d'Amérique, et un moteur du Canada.

Ces moyens sont maintenant fallacieusement et cyniquement bloqués.» Déclaration pour la défense des droits humains à l'ONU

Je vous adresse mes paroles à cette tribune de l'ONU pour discuter de la défense des droits humains. Je vous invite donc à nous remettre immédiatement nos armes afin de protéger nos populations qui souffrent.

Quoi qu'il en soit, je vous informe solennellement que si aucune action n'est entreprise, l'histoire vous tiendra pour responsable de ne pas avoir porté assistance à des personnes en danger !

**Binadjon Doumbia**

## Détournement de fonds : Marine Le Pen en mauvaise posture pour la présidentielle de 2027

**Annoncée comme candidate du Rassemblement National (RN) à la prochaine présidentielle de 2027, Marine Le Pen risque bien de ne pas pouvoir se présenter. En cause, le retour d'une affaire de détournement portant sur des emplois fictifs impliquant le leader du parti d'extrême droite, ainsi qu'une dizaine d'autres membres, et susceptible de déboucher sur une enquête du parquet de paris.**

**M**arine Le Pen est accusée d'avoir utilisé des fonds réservés aux membres du Parlement européen pour financer les activités de son parti politique. Une estimation de 6,8 millions d'euros ayant été avancée en 2018 pour la période allant de 2009 à 2017, tout en sachant que les faits seraient antérieurs et remonteraient à 2004.

Cette affaire rappelle la controverse née suite à la rencontre du 18 janvier de l'année en cours entre la cheffe de file du RN et Macky Sall, le président du Sénégal à Dakar. En effet, dans une lettre ouverte

adressée au dirigeant sénégalais en mars dernier, Cheikh Hadjibou Soumaré, opposant et ancien chef du gouvernement sous la présidence d'Abdoulaye Wade, soupçonnait la conclusion d'un accord matérialisé par un don à l'invitée française d'un montant de 12 millions d'euros. Une missive qui n'avait pas du tout été du goût du chef de l'Etat, puisque quelques jours après sa publication, son auteur a été convoqué et placé en garde à vue au commissariat central de la capitale.

Habituellement mesuré dans ses

prises de parole, Cheikh Hadjibou Soumaré en avait surpris plus d'un par sa sortie, au point de susciter la polémique au sein des milieux politiques locaux. Depuis lors, il fait l'objet d'un contrôle judiciaire dont on ne connaît toujours pas le motif. Mais, aujourd'hui que la justice française cherche à épingler Marine Le Pen sur fonds de financements illicites, les allégations faites au sujet de sa rencontre et le président, Macky Sall, sont-elles toujours autant farfelues ? En cas de condamnation, Marine Le Pen serait interdite de participation à l'élection



présidentielle de 2027.

S'il est évident qu'une procédure judiciaire compliquerait les perspectives de la patronne du RN dans sa course à l'Elysée, il est, cependant, difficile de ne pas y voir la main invisible des autorités françaises, qui ont tout à gagner du discrédit

s'abattant sur Marine le Pen, leur opposante politique la plus sérieuse. Conscientes de la fracture de plus en plus large qui les sépare du peuple français, les équipes d'Emmanuel Macron semblent avoir déjà véritablement lancé la préparation du successeur de leur leader, après avoir entretenu, tout au long de cet

été, l'idée que Gérard Darmanin soit le candidat le plus présidentiable parmi leurs effectifs.

**Paul-Patrick Tédga**

Source:  
<https://www.afriqueeducation.com>

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)



## Les héros de Yaoundé 72 : Hier adulés, aujourd'hui ignorés !

**Finaliste malheureux de Yaoundé 72, voilà cinquante et un ans leur performance n'a, à ce jour, pas encore été égalée par une formation des aigles du mali. Ils ont offert au mali sa seule médaille (argent) en coupe d'afrique des nations en se hissant à la seconde marche du podium, procurant à des millions de leurs concitoyens de la joie et surtout la fierté d'être maliens.**

Qu'est-ce que le Mali leur a offert en retour pour leur manifester sa reconnaissance ? Rien. Car s'ils n'ont pas été payés en monnaie de singe, c'est tout comme. Du faîte de la gloire, ils sont passés à la trappe de l'oubli. Conséquence : si certains ne sont plus de ce monde à l'instar de Bakoroba Touré "l'homme noir", Nani Touré, Sadia Cissé, Salif Kéita... la plupart des anciens de Yaoundé vivent aujourd'hui dans la précarité. A l'instar de l'emblématique gardien des buts, Seydou Traoré, alias Guatigui, qui se souvient encore, et non sans une vive émotion, de cette période glorieuse. Confiné chez lui, il est certes diminué par l'âge et la maladie, mais c'est son moral qui est surtout affecté par la frustration de se sentir oublié du football malien auquel il a tout donné, à commencer par son club, le Réal de Bamako. Son état actuel, nous a-t-il confié, est la conséquence des multiples chocs subis et débauches d'énergie sur les terrains durant sa longue carrière de footballeur. Pour le plaisir du public. Pour la réputation de son club et celle de son pays ! C'était lors d'un entretien qu'il nous accordé dans son salon, le samedi 16 septembre 2023.

### Seydou Traoré dit Guatigui, ça vous dit ?

L'Etat malien connaît-il toujours ses fils méritants ? Le mérite est-il toujours récompensé dans le monde du football malien ? Le sort réservé aux anciens de Yaoundé a de quoi laisser perplexes.

C'est dans le patio familial, à Bozo-

la Lampanikôrô, que nous avons trouvé Seydou Traoré dit Guatigui, l'émérite gardien de l'As- Réal de Bamako et de l'équipe nationale du Mali. Deuxième de la Coupe d'Afrique des Nations à Yaoundé en 1972, Seydou Traoré se souvient de la récompense octroyée par l'État à chaque joueur de l'équipe nationale : une mobylette CT, plus des louanges et des commentaires pas toujours agréables à entendre.

Cheick Diallo, Cheick Fantamady Kéita, Moctar Maïga, Maïga dit Métiou, Moké Diané, Bakary Traoré, Kindian Diallo... ces joueurs, qu'ils soient cités ou non, se sont pourtant voués corps et âme à porter avec fierté les couleurs nationales sur différentes pelouses du continent. Ce dévouement patriotique les a conduits vers le toit du football africain en 1972 à Yaoundé où ils n'ont été surclassés, contre toute attente, que par le Congo-Brazza. Voilà de cela 50 ans et leur performance reste inégalée.

En discutant avec Guatigui, on comprend que c'est un homme qui souffre. Certes les séquelles de fractures, des entraînements intensifs et des nombreux chocs subis durant sa longue carrière sont à l'origine de la dégradation de son état physique. Il n'a plus sa liberté de mouvement. Diminué physiquement, l'ancien portier des Aigles du Mali a besoin de soutien, ne serait-ce que moral. Car son mal ne se limite pas seulement à son corps, il est aussi psychologique et social. Il a besoin de réconfort et d'affection sociale. Il a besoin du soutien de tous les amateurs de football et des nostalgiques de Yaoundé 72. Il déplore l'ingrati-

tude des acteurs du football malien, à l'exception notable d'un ancien grand basketteur de son club, Hamane Niang, l'un des rares qui ne l'a jamais oublié.

Malgré sa maladie, il ne regrette pas d'avoir tout donné pour l'honneur du Mali comme la plupart des anciens de Yaoundé, quoique l'État n'ait jamais pensé à les honorer.

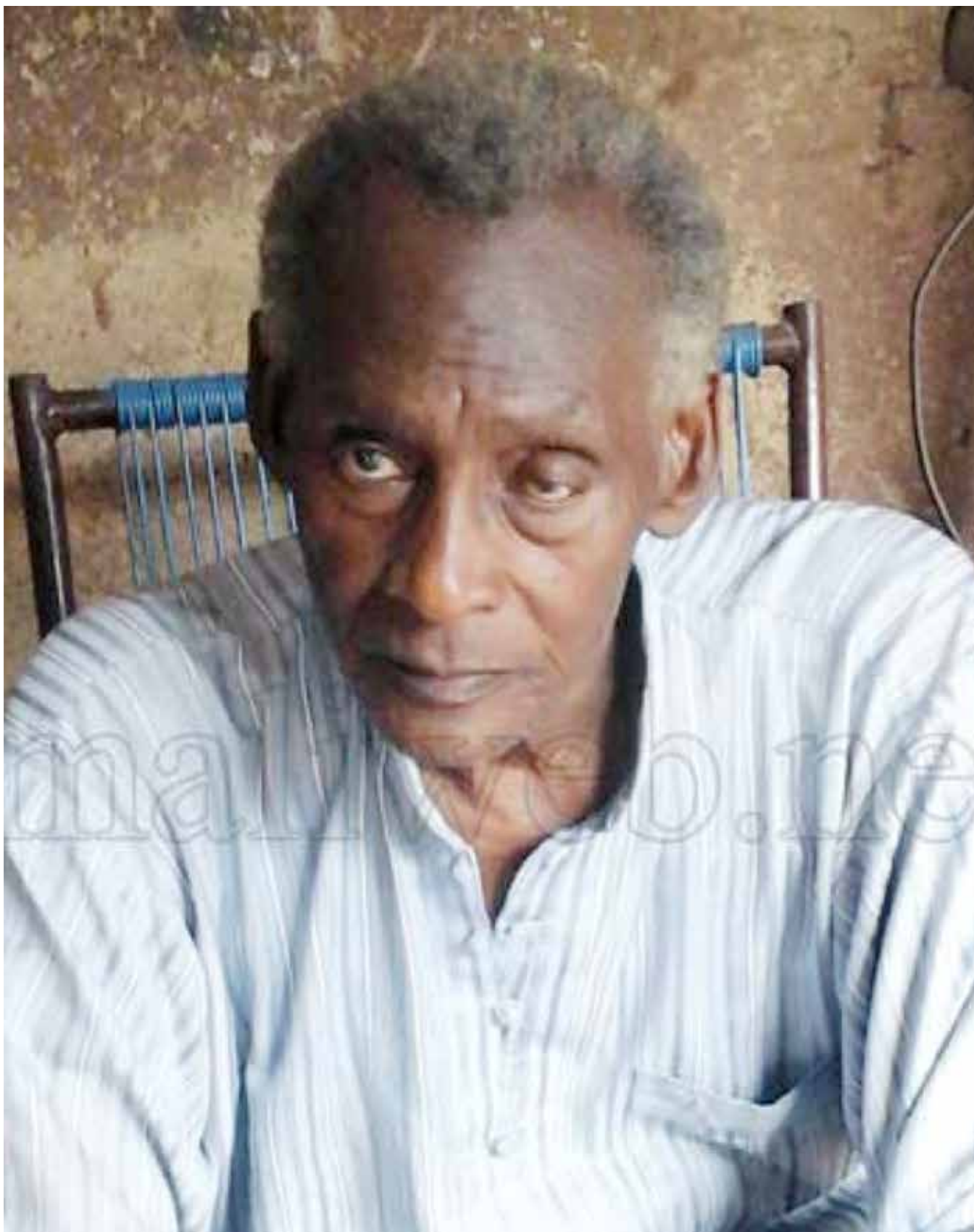
Plusieurs héros de Yaoundé 72, qui ont marqué l'histoire du football malien, vivent paradoxalement dans des conditions indignes de leur mérite. Tombés dans l'oubli, pour ceux qui sont encore en vie, ils sont confrontés à moult difficultés. Leur détermination et leur talent ont inspiré les générations qui prospèrent aujourd'hui. Il urge de leur offrir le soutien et la reconnaissance qu'ils méritent.

Les responsables nationaux du football devraient initier des mesures concrètes comme une aide financière, des soins médicaux ou encore un accompagnement social, notamment pendant le mois de la solidarité.

Pourquoi ne pas impliquer les sponsors et les acteurs du monde du football dans cette démarche de solidarité ? Leur contribution permettrait d'alléger les souffrances des héros de Yaoundé.

### Pour la petite histoire... Domingo aussi

Pour la petite histoire, Guatigui a parlé le cas de Salif Kéita Domingo, son coéquipier décédé depuis peu. Ils étaient assis côte à côte, dit-il, lors de l'inauguration d'un terrain de foot à Bozola. Salif ne cessait de bouger, de s'étirer en posant la main sur certaines parties de



son corps. Il ne put s'empêcher de le taquiner. C'est alors que son ami lui apprit qu'il souffrait lui-aussi des

séquelles des dures épreuves physiques.

**Drissa Togola & Broulaye Koné**

Le Challenger





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vos échecs ne font pas de vous quelqu'un de condamné à échouer toute sa vie. Lorsque vous aurez changé votre façon de voir les choses, vous observerez une réelle amélioration de votre situation. Au lieu de vous centrer sur le négatif et de partir battu d'avance, persuadez-vous que vous êtes capable de réussir. L'alignement actuel des planètes vous est favorable, profitez-en pour vous lancer, car les conditions sont optimales.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Attention aux coups bas de certains collègues ! Si vous êtes largement apprécié au sein du bureau, quelques-uns vous évitent comme la peste. Comme le dit si bien l'expression : « La bave du crapaud n'atteint pas la blanche colombe » ; méfiez-vous donc de ceux qui cherchent les embrouilles et n'écoutez pas les mauvaises langues. Concentrez-vous sur votre travail, sur vos relations avec le reste de l'équipe et tout pour le mieux.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre assurance vous sera très utile dans vos échanges professionnels. Vous saurez vous défendre avec les bons arguments. Votre hiérarchie et vos collègues seront sensibles au professionnalisme dont vous faites preuve. Vous vous sentirez reconnu dans votre travail, et cela vous insufflera un nouveau souffle. Profitez-en pour échanger avec votre patron. Si vous souhaitez avoir plus de responsabilités, c'est le bon moment.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Au bureau, vos collègues et partenaires vous saluent pour votre performance. Vos collègues comme votre hiérarchie semblent vous faire les yeux doux. Attention tout de même à ceux qui aimeraient profiter de votre sens de l'engagement pour vous déléguer du travail qui ne vous concerne pas. C'est peut-être le moment également d'entamer des négociations en vue d'une prochaine augmentation. Cela fait longtemps que vous en rêvez.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vous vous retrouvez face à une situation difficile. La qualité de votre environnement de travail en souffre, vous avez du mal à trouver le sommeil et vous avez la boule au ventre chaque matin en y pensant. Rassurez-vous, l'alignement des planètes va vous inspirer une solution qui ménage les susceptibilités de chacun. Ayez confiance en votre intuition, prenez du recul... aucune situation n'est inexorable.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Bonne nouvelle : on vous prend enfin au sérieux ! Vous atteindrez les objectifs professionnels que vous vous étiez fixés, non sans mal. De belles perspectives vous attendent, mais ne brûlez pas toute votre énergie d'un coup, elle pourrait bien vous servir dans les prochains temps. Quant à l'idée de foncer tête baissée dans de nouveaux projets, laissez-la tomber, elle pourrait facilement vous nuire.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

C'est une journée compliquée au travail. Rien de ce que vous ferez ne trouvera grâce aux yeux de vos supérieurs. Vos collègues vous laisseront tomber. Inutile donc de vouloir en faire plus que nécessaire, ce n'est vraiment pas la journée idéale. Attendez plutôt que de vous fatiguer inutilement. Les prochains jours seront plus bénéfiques pour tout ce qui concerne vos missions. Soyez patient, et oubliez cette journée.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

C'est une journée faste si vous venez de trouver un nouvel emploi. Vos supérieurs apprécieront vos efforts. Si vous êtes en poste depuis longtemps, là encore, vos capacités seront reconnues, et vous pourriez obtenir un avancement ou une augmentation bienvenue. Pour les personnes qui cherchent un emploi, la journée sera bénéfique. Vous pourrez en effet décrocher le job de vos rêves si vous vous en donnez véritablement la peine.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

C'est vous le boss, et personne ne peut vous arrêter. Votre ambition n'a pas de limite, et vous vous sentez d'humeur à conquérir le monde. Vous fédérez les énergies, et vos conseils sont plus qu'appréciés. Autant dire que vous êtes un élément moteur de votre service ou activité, et cela ne passera pas inaperçu aux yeux de vos superviseurs ou clients. Votre habileté à voir les choses différemment vous aide à proposer des solutions innovantes.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Au bureau, on vous félicite pour votre travail irréprochable. Mais une organisation méticuleuse vous permettrait sans doute de mieux vous avancer dans vos divers dossiers. Rangez un peu mieux sur votre lieu de travail, classez vos projets, faites le tri en jetant ce qui ne servira plus et investissez dans du petit mobilier pour ne plus être caché par un monceau de paperasses ! Vous y verrez nettement plus clair.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Si vous n'êtes pas réellement passionné par votre travail, on peut dire que l'argent vous motive à vous lever aux aurores ! Vous n'avez jamais été aussi proche de vos sous que maintenant. Reste à savoir si l'argent vous rend véritablement heureux ou s'il ne faudrait pas songer à changer éventuellement de job. Soyez ambitieux, voyez plus grand, d'autant que possédez plusieurs cordes à votre arc. Et surtout, ne devenez pas avare..



## Poisson (19 février - 21 mars)

Que vous soyez au bureau ou à votre propre compte, il est essentiel de bien respecter votre planning. Cette feuille de route est la garantie de votre succès. Vous savez que vous manquez de temps pour accomplir tout ce dont vous rêvez. Seule une organisation sans faille peut vous guider sur la voie de la productivité. Vos partenaires professionnels vont très vite remarquer vos progrès spectaculaires. Leurs appréciations positives vous iront droit au cœur.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23